

JUIFS : MASSACRÉS LE 7 OCTOBRE, COUPABLES, FORCEMENT COUPABLES LE 8

Le 7 octobre 2023, près de 1 200 personnes furent assassinées en Israël et 251 autres enlevées. Des familles furent exterminées, des femmes violées jusqu'à la dislocation de leur corps, des enfants massacrés, des vieillards arrachés à leur maison, des jeunes traqués au milieu d'un festival. Ces actes ont été accomplis avec une cruauté indicible et une joie perverse comme en témoignent les vidéos que leurs auteurs ont eux-mêmes postées sur les réseaux pour en décupler l'effet terrifiant et mieux priver d'humanité leurs victimes.

Ce fut le plus grand massacre de Juifs depuis la Shoah, un pogrom à visée exterminatrice perpétré à une échelle que l'on croyait disparue de notre histoire, préparé et exécuté par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens. Le Hamas avait choisi ses victimes parce qu'elles étaient juives, avant d'être israéliennes, même si la fureur aveugle des assassins a tué tous ceux qui se présentaient à leurs yeux. Les otages quant à eux furent torturés, violés, réduits au rang de bêtes, tant dans les tunnels que dans les familles qui les transformèrent en esclaves.

Le Hamas est un mouvement terroriste islamiste dont le projet politique a fait de la destruction d'Israël – et des Juifs – son horizon ultime. Il appartient à un système régional soutenu depuis des années par la République islamique d'Iran. Le Hamas a sacrifié cyniquement les Palestiniens à sa cause.

Trois ans ont passé. Le 7 octobre demeure une blessure ouverte pour Israël, pour les Juifs du monde entier et pour tous ceux qui conservent assez d'humanité pour regarder un massacre sans chercher aussitôt des circonstances atténuantes aux assassins parce que les victimes sont juives.

Puis vint le 8 octobre. Des semaines avant toute riposte légitime d'Israël, une autre abjection commençait. Les morts n'étaient pas encore enterrés que le procès des victimes débutait. Des manifestations célébraient le massacre ou le relativisaient. Dans des universités occidentales, dans la gauche radicale et décoloniale, sur les réseaux sociaux, Israël devenait coupable d'avoir été attaqué. Très vite, les Juifs eux-mêmes furent sommés de prouver leur innocence face à leurs bourreaux en condamnant l'existence même de l'État d'Israël.

Le mécanisme est ancien. Le Juif assassiné est forcément coupable. L'Israélien massacré doit expier ce qu'il a fait pour mériter son sort. Les Juifs de tous les pays sont sommés de répondre des décisions du gouvernement israélien. Leur compassion pour les victimes du 7 octobre devient elle-même une preuve à charge. Depuis trois ans, cette inversion morale empoisonne les démocraties occidentales.

Elle fournit à l'antisémitisme un vocabulaire neuf, des mots d'ordre, des drapeaux et l'apparence d'une cause progressiste.

Rien n'autorise à transformer Israël en incarnation du mal absolu, à rendre chaque Juif comptable de sa politique ou à utiliser la cause palestinienne comme permis de haïr. Les mots « génocide » et « apartheid », dénués de toute légitimité juridique, circulent désormais comme des slogans et des verdicts politiques. Ils servent uniquement à installer une équivalence obscène entre Israël et le nazisme, puis à présenter les Juifs comme les héritiers de leurs bourreaux. Vladimir Jankélévitch avait décrit ce déplacement avec lucidité : « L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. » Nous y sommes.

La haine des Juifs s'est libérée. Les vieux fantasmes ont retrouvé une langue contemporaine. La figure du Juif dominateur, comploteur, riche, manipulateur des médias ou responsable des malheurs du monde est de retour. Désormais, il peut aussi être accusé au nom de l'antiracisme, du décolonialisme ou de la défense des opprimés.

En France, le ministère de l'Intérieur a recensé 1 320 actes antisémites en 2025. Ils représentent 53% de l'ensemble des actes antireligieux enregistrés dans notre pays pour moins de 1% de la population. Leur niveau demeure historiquement élevé depuis l'attentat du 7 octobre 2023.

La gauche radicale a transformé le conflit israélo-palestinien en instrument électoraliste de mobilisation intérieure. Elle flatte les assignations identitaires, importe le conflit au cœur de la société française et œuvre pour que le mot « sioniste » subliminalement associé au mot « génocidaire » devienne une injure visant des citoyens juifs qui n'ont de comptes à rendre à personne sur leur attachement, ou non, à Israël.

Des cortèges consacrés aux retraites, à l'environnement, à la cause féministe, aux mobilisations étudiantes ou lycéennes se couvrent de drapeaux palestiniens et de slogans sans rapport avec leur objet initial. Ce signe de ralliement devient, dans certains milieux, le certificat d'appartenance au camp du Bien. Ceux qui refusent l'alignement sont suspects et exclus. Et les Juifs comprennent parfaitement le message qui leur est adressé.

L'islamisme exploite ce climat. Il y trouve un langage commun avec des militants soi-disant progressistes. Les uns apportent la religion identitaire, les autres la légitimation politique et intellectuelle. Tous peuvent alors désigner Israël comme un mal absolu et les Juifs comme ses représentants.

Les responsables politiques qui instrumentalisent ces accusations ou ferment les yeux par calcul électoral portent une lourde responsabilité. La démographie d'une communauté n'a jamais déterminé la valeur de ses droits. La République protège chacun avec la même force, faute de quoi elle renonce à elle-même.

L'extrême droite récolte les fruits de cette faillite. Elle espère attirer des Français juifs que le dégoût éloigne de la gauche. Son opportunisme ne lave ni son histoire ni les résurgences qui continuent d'y apparaître. Les Juifs de France n'ont pas à choisir entre ceux qui les rendent coupables et ceux qui voudraient convertir leur inquiétude en bulletin de vote.

L'Organisation des Nations unies vient de célébrer, le 28 septembre 2026, le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Durban. Durban 2001 demeure associé aux débordements antisémites qui entourèrent la conférence et son forum militant. La lutte contre le racisme perd toute crédibilité dès qu'elle accepte de fermer les yeux sur la haine des Juifs.

Unité Laïque s'adresse aujourd'hui aux Juifs de France, aux Israéliens et aux Juifs du monde entier.

- Vous n'avez pas à vous excuser d'avoir été massacrés.
- Vous n'avez pas à vous excuser de votre attachement à Israël pour bénéficier de la fraternité de vos concitoyens.
- Vous n'avez pas à condamner préalablement tel gouvernement pour obtenir le droit élémentaire de vivre sans être insultés, menacés, agressés ou rendus collectivement responsables d'une guerre.

La fraternité républicaine n'a cure du nombre, de l'utilité électorale, ou du rapport de forces. Elle commence précisément là où la foule désigne un bouc émissaire. George Orwell appelait « common decency » cette morale ordinaire, antérieure aux appareils idéologiques et aux calculs de camp. Elle commande ici une chose simple : reconnaître le massacre, nommer l'antisémitisme et se tenir aux côtés de ceux qu'il vise.

Le 7 octobre 2023, des Juifs furent massacrés parce qu'ils étaient Juifs. Le 8 octobre, certains avaient déjà décidé qu'ils étaient coupables. Trois ans plus tard, Unité Laïque refuse cette inversion. Elle sera aux côtés des Juifs menacés, des Israéliens traumatisés, de tous ceux qui défendent la dignité des Palestiniens sans transformer cette cause en permis de haïr et de tous les démocrates qui savent encore qu'aucune justice ne se bâtit sur l'antisémitisme.

Notre réponse tient en trois mots : universalisme, fraternité, République.

Unité Laïque est une association qui a pour objet la défense, la promotion et le développement de la laïcité et des principes républicains en France, dans l'Union européenne et dans les instances internationales et supranationales. Elle attache une importance particulière au maintien et au respect de la laïcité dans les institutions de l'État et dans les collectivités territoriales. Elle œuvre à l'unité des laïques.